

*Les crédits*

nombreux pays. En fait, tous les pays à l'exception de la Libye et des pays situés derrière le rideau de fer ont reçu des invitations. Cela signifie qu'il y aura là des représentants de certains pays d'Amérique latine, d'Amérique centrale, d'Afrique et d'Asie qui ont un dossier fort chargé pour ce qui est des atteintes aux droits de la personne. Cela signifie également qu'il y aura là des gens qui à l'heure actuelle participent activement à des guerres régionales. Ainsi, nous allons permettre par le biais de cette exposition à certains pays dont la politique nationale et étrangère est contraire à celle du gouvernement du Canada, de voir et de commander du matériel militaire. Ce matériel servira ensuite à maintenir leur propre peuple dans un état de sujétion ou poursuivre leur effort de guerre.

• (1020)

Cette foire aux armes ARMX que les libéraux ont organisée pour la première fois en 1983 est devenue un événement biennal. C'est la deuxième fois qu'elle est organisée en sous-traitance. Le contrat a été adjugé à la division des publications Baxter de Toronto qui publie le journal spécialisé des forces armées, le *Canadian Defence Quarterly*, *Defence Publications Limited*.

Prétendre comme l'a fait le gouvernement, et tout particulièrement le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) dans une lettre à mon collègue le député de Brant (M. Blackburn) que le gouvernement du Canada n'est pas directement impliqué dans la foire aux armes ARMX n'est qu'une dérobade. N'allons pas nous leurrer: Si les Forces armées du Canada n'étaient pas là aussi bien en qualité de participants que d'acheteurs, la foire aux armes ARMX '89 n'aurait pas lieu. En fait, il n'y aurait jamais eu de foire aux armes ARMX. Sans l'appui des Forces armées du Canada, cette foire aux armes... foirerait.

A l'instar des gouvernements libéraux avant lui, le gouvernement actuel appuie le secteur de la fabrication des armes dans le cadre du PPIMD, soit le programme de production de l'industrie du matériel de défense. Dans le cadre dudit programme, il verse certaines subventions aux producteurs et aux fabricants d'armements. Ce sont ces mêmes fabricants qui paient maintenant aux publications Baxter le droit de présenter leur matériel.

Le gouvernement du Canada participe véritablement à cette foire aux armes ARMX puisqu'il aide à la financer par le biais de la participation du ministère de la Défense nationale, et aux moyens des subventions et contributions

qu'il verse au secteur de la défense dans le cadre de son PPIMD.

Nous avons constaté que le gouvernement actuel accorde une attention toute particulière au secteur de la défense dans le cadre de sa stratégie industrielle. J'aimerais traiter pendant quelques minutes de la folie de cette stratégie.

Plusieurs pays, séduits par la perspective de réaliser des gains faciles et d'accélérer leur développement industriel, cherchent à accaparer une plus large part des dépenses militaires mondiales.

Nous savons qu'il est dangereux pour une puissance moyenne comme le Canada de dépendre de l'industrie militaire. Nous ne fabriquerons que pour le marché américain. Nos voisins du Sud seront et sont nos principaux clients. Ainsi, nous devenons dépendants des Américains, ce qui nous empêche dans une certaine mesure d'élaborer une politique étrangère indépendante. Du fait de notre dépendance à l'égard d'un seul marché, il nous est plus difficile d'adopter une position indépendante. Nous perdons notre souveraineté.

En outre, on est en droit de se demander s'il est moral d'encourager la création d'emplois dans un secteur qui produit des biens destinés au fond à tuer des gens. Manifestement, il y a quelque chose d'immoral à baser une stratégie économique sur des engins de mort. Je maintiens qu'il est immoral pour le gouvernement, comme il le fait depuis un certain nombre d'années, d'encourager ce secteur de l'économie, alors qu'il y a un besoin si urgent de biens et de services qui aideraient les gens au lieu de les tuer.

Ainsi, cette année, des subventions de quelque 250 millions de dollars seront versées au titre du Programme de productivité de l'industrie du matériel de défense. Or, lorsque le gouvernement a été élu pour la première fois, dans le budget de 1984-1985, il était question de crédits de 153 millions de dollars. Dans un bref laps de temps, ce budget a augmenté de plus de 100 millions de dollars par année. Pendant ce temps, on procède à des compressions dans les programmes de développement régional, dans le financement des programmes de santé, d'enseignement et d'assistance sociale et le reste. On sabre les programmes à caractère social au nom de la lutte contre le déficit, alors que les programmes qui tendent à créer des instruments de mort et les crédits affectés à ces programmes, sont accrus. Nous trouvons cela immoral, monsieur le Président, et nous le condamnons.

Je voudrais également parler de notre passé en ce qui a trait à la vente d'armes à des pays qui violent les droits de la personne. Le ministre des Affaires extérieures